

Développement durable: Le Maroc sur orbite

• Le grand défi, réussir la grand-messe de Marrakech

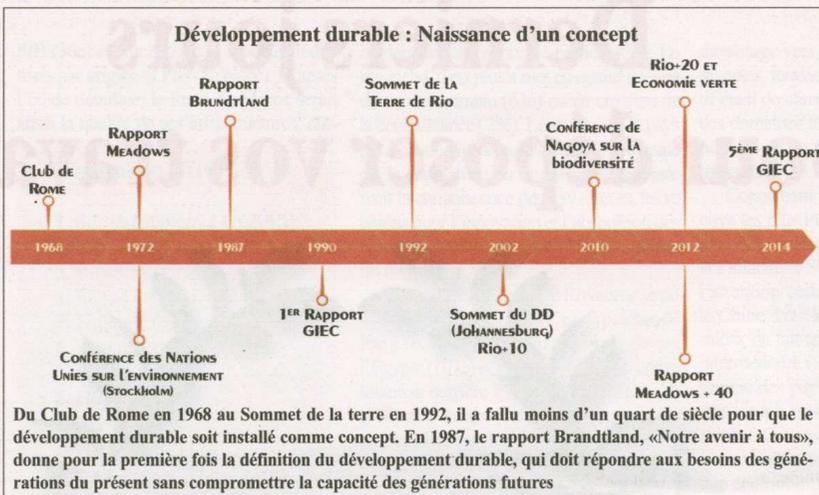
• Grosse campagne à destination du public lancée

• La COP7 déjà à Marrakech en 2001

LE compte à rebours est lancé et les responsables de ce rendez-vous planétaire accélèrent la cadence. Ainsi, depuis le début du mois d'août, le Comité de pilotage a démarré une importante campagne de communication pour sensibiliser le grand public sur les enjeux de la lutte contre le réchauffement climatique. Le but est aussi de susciter une mobilisation citoyenne collective en vue de la tenue de la COP22, à Marrakech, en novembre prochain.

Dans la rue, dans les gares et aéroports, sur l'autoroute, sur les écrans de cinéma et de télévision, le Maroc se met à l'heure de la COP22.

Une première phase, lancée le 1er août, s'articule autour de la diffusion du



carbone ont été précisées, avec la nécessité d'une aide aux pays en voie de développement. Sauf qu'à l'époque, la sensibilité au développement durable et aux changements climatiques n'était pas aussi partagée et médiatisée comme aujourd'hui. Cette donne à elle seule met en branle les moteurs de l'organisation.

L'engagement royal met également la pression sur l'organisation de la COP22. SM le Roi s'était déplacé à Paris en novembre der-

mini-documentaire «Il suffit d'ouvrir les yeux» en 5 langues (arabe classique, arabe dialectal, français, tarifit, tamazight, tachelhit), accompagnée d'une campagne d'affichage «Ensemble, nous avons le pouvoir d'agir». Une deuxième phase débutera en septembre. Partout à travers le pays, des manifestations se tiendront sous le

thème de cette grande rencontre. Malgré le stress lié à l'organisation d'un événement de cette dimension, le commissaire général de la COP22, Abdelâdim Lhafi, affiche une sérénité à toute épreuve. Depuis sa nomination, le haut-commissaire aux eaux et forêts est sur tous les fronts. L'objectif est de mettre le train sur les rails, avec une répartition minutieuse des tâches, couronnée par la mise en place de procédures pour la dépense publique. Rien n'est laissé au hasard, tout est pensé dans le moindre détail. L'implication des Nations unies, avec la signature de l'accord de siège, arrange ses affaires. Mais attention, il ne laisse rien au hasard: même le passage des magistrats de la Cour des comptes après que les rideaux de la COP22 seraient retombés n'est pas négligé. Et pour cause, Abdelâdim Lhafi dispose d'une expérience dans ce domaine. Il a été tour à tour commissaire général de l'Exposition universelle de Hanovre en 2000 en Allemagne et de Aichi 2005 au Japon pour les sections marocaines.

Tout le monde est conscient que cette manifestation serait un écran où toutes les délégations du monde vont se retrouver à Marrakech entre le 7 et le 18 novembre prochain. Les organisateurs s'attendent au déplacement des chefs d'Etat et de gouvernement, des experts et plus de 4.000 participants, y compris les médias. Le défi est que la conférence internationale, chargée de mettre en œuvre l'accord de Paris, soit un succès. Tous ces spécialistes vont pouvoir mesurer l'implication du Maroc en tant que leader régional dans le domaine du développement durable et de la protection de la planète.

Certes, ce n'est pas la première fois que le Maroc organise une pareille manifestation. Déjà en 2001, Marrakech avait abrité la COP7 qui avait abouti à un accord fixant les règles définitives de mise en application du protocole de Kyoto. Les modalités d'échange au marché du

rien à l'occasion de la tenue de la COP21 pour rencontrer le chef d'Etat François Hollande et l'état-major de cette conférence mondiale. Cette sensibilité du Souverain à la question écologique remonte à loin. Déjà en 2009, dans un message adressé à une conférence sur les changements climatiques, organisée par l'IRES, il avait décliné les contours de sa vision. Dans le sillage, le Roi avait donné ses instructions au gouvernement pour que les questions environnementales soient au cœur des programmes de développement, en veillant à un équilibre et au renouvellement des ressources naturelles. «Un développement humain réussi est en effet la clé de voûte d'un véritable développement durable. C'est à ce prix et ces conditions que le citoyen sera réconcilié avec son environnement», avait souligné SM le Roi en 2009.

Dans cette édition marocaine de la COP, Rabat veut être le défenseur du dossier africain. Pour Abdelâdim Lhafi, «la fragilité des écosystèmes des pays d'Afrique, la vulnérabilité de leurs économies et leurs faibles capacités à résister à ces changements climatiques, conduiront à plus de pauvreté et à moins de sécurité dans de nombreuses régions du continent, situation d'autant plus injuste que ces pays, faibles émetteurs de gaz à effet de serre, subissent avec plus d'intensité les effets de ces changements climatiques». Selon lui, «la solidarité internationale, l'équité et le partage des responsabilités sont plus que jamais nécessaires pour soutenir ces pays dans l'élaboration et la mise en place des opérations d'adaptation qu'ils devront mener avec les appuis techniques et les soutiens financiers appropriés». □

Mohamed CHAOUI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Dettes écologiques

L'humanité vit à crédit à partir du 8 août

Le «jour du dépassement» symbolise le moment de l'année où l'humanité a consommé l'ensemble des ressources que la Terre peut renouveler en un an

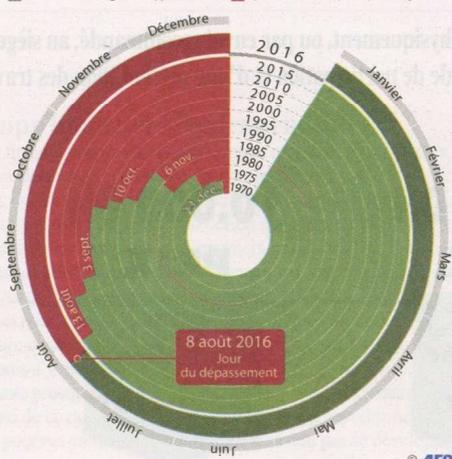
► Surfaces nécessaires aux besoins des populations de la Terre



► Par pays



► Le «jour du dépassement»: de plus en plus tôt
Durée de consommation et de pollution générée par l'humanité: absorbée et régénérée par la Terre (vert) que la Terre ne peut plus régénérer (rouge)



LE développement durable s'inscrit dans une éthique d'exploitation des ressources en respectant le droit des générations futures d'hériter d'une planète non dégradée. «Or, force est de constater que nous épuisons les ressources que la terre produit dans les sept premiers mois, et nous vivons à crédit dans les cinq mois restants de l'année, avec une tendance régulière à l'aggravation de notre dette écologique, d'année en année», ajoute Abdelâdim Lhafi. Ce sont les enjeux majeurs que les objectifs du développement durable des Nations unies tentent de traiter à l'horizon 2030. «Nous avons les moyens de réussir et la volonté est sans cesse répétée pour y parvenir. Faudra-t-il que nous le fassions pour que l'on nous en croie capable?», conclut le haut-commissaire. □